

Juillet 2022

Members' Voices



Hibak Kalfan
Directrice Exécutive



Cher(e)s membres de NEAR

Ce mois-ci, notre newsletter a un nouveau look : compte tenu du travail considérable réalisé par les membres de NEAR, nous avons voulu profiter de cette édition pour non seulement mettre en valeur leurs contributions, mais aussi leur offrir un espace pour s'exprimer de leurs propres voix.

Les articles et les opinions que vous lirez dans cette newsletter viennent directement des membres et reflètent leurs propres mots et leurs priorités actuelles.

Notre intention est d'alterner, chaque mois, entre une édition « Parole aux membres » et une édition « Nouvelles du secrétariat de NEAR ».

Les dirigeants locaux du nord-ouest de la Syrie occupent une place centrale dans cette newsletter, en amont du vote par le Conseil de sécurité de l'ONU, prévu le 12 juillet 2022, sur le renouvellement du mécanisme d'aide transfrontalière à la Syrie. Ces témoignages forts attestent des conséquences humanitaires bien réelles d'un non-renouvellement de la

Nous avons échangé avec les bénéficiaires du Change Fund en Somalie et en Colombie qui nous ont fait part de leurs commentaires honnêtes sur la procédure de demande de fonds, ainsi que les dernières informations sur la mise en œuvre de leurs projets.

résolution, ainsi que du travail incroyable accompli par les ONG locales et nationales depuis le début de la crise en Syrie. En reconnaissance du fait que 1,100 membres du Groupe de protection globale (GPC en anglais) sur 1,900 sont des acteurs locaux, NEAR participe de manière active aux activités du groupe depuis plus de deux ans afin de promouvoir la localisation dans le secteur et de défendre les ONG locales et nationales opérant en situations de crise dans le monde entier. NEAR co-préside le Groupe de travail plaidoyer du GPC en vue de soutenir et de plaider en faveur des membres nationaux des groupes de protection afin de faire avancer leurs priorités à l'échelle mondiale.

Au cours des derniers mois, le Change Fund de NEAR (Fonds pour le changement) a également octroyé des subventions à dix organisations dans huit pays, y compris récemment à des bénéficiaires en Somalie et en Colombie. Ces derniers nous ont fait part de leurs commentaires honnêtes sur la procédure de demande de fonds ainsi que les dernières informations sur la mise en œuvre de leurs projets.

Le Change Fund a toujours eu pour objectif de soutenir la mise en œuvre d'interventions vitales de manière rapide et efficace et c'est un plaisir de voir les bénéficiaires « partir sur les chapeaux de roue ». Nous espérons que cela encouragera d'autres donateurs à financer directement les dirigeants locaux. Leurs immenses progrès illustrent le besoin de financer les organisations locales afin de développer des interventions rapides et efficaces qui bénéficient les personnes dans le besoin dans les communautés touchées par les crises. Nous espérons que vous prendrez autant de plaisir à lire cette newsletter que nous en avons eu à parler aux membres et que vous apprécierez leur capacité à faire bouger les choses.

A bientôt,

Hibak Kalfan
Directrice Exécutive

EN CONVERSATION

NEAR a rencontré les dirigeants de *Save Somali Women and Children (SSWC)* pour parler de leur travail et de leurs expériences en tant que bénéficiaires du Change Fund

NEAR : Pouvez-vous nous en dire plus sur votre organisation et vos activités ?

Shaheeda Suleiman (Chef de projet) : *Save Somali Women and Children* était l'une des

premières organisations à prendre la défense des femmes. L'organisation a vu le jour pendant la guerre et a pour objectif de plaider en faveur des droits des femmes et des enfants, se concentrant particulièrement sur la réponse aux violences basées sur le genre. Depuis sa création, l'organisation a élargi son champ d'action et comprend notamment la protection de l'enfance, la consolidation de la paix, ainsi que le logement et le droit à la terre pour les personnes déplacées dans leur propre pays. Nous sommes également l'un des cofondateurs de Nexus, une plateforme qui répond aux besoins humanitaires, met des fonds en commun et promeut la localisation.

NEAR : Constatez-vous des avancées en matière de localisation ?

Ahmed Abdinasir Mohamed (Directeur de programmes / Directeur adjoint) : Oui, il y a eu des avancées considérables ces quatre dernières années en termes de la qualité et de la quantité du financement, des partenariats, de la capacité et de la mise en valeur des voix locales. Des membres ont rejoint la plateforme Nexus, ce qui assure une représentation et un plaidoyer par des experts locaux et non étrangers. Nous négocions actuellement la possibilité d'établir des co-dirigeants locaux des groupes de protection. Un de nos principaux projets consiste à standardiser un outil de mesure pour les ONG internationales afin de permettre aux acteurs locaux d'économiser du temps et des ressources, éviter la duplication et harmoniser le système. Nous avons besoin de partenariats stratégiques de long-terme, avec des objectifs communs sur plusieurs années, et non des contrats à court-terme avec une approche « du haut vers le bas ». Enfin, nous plaidons en faveur du Grand compromis et de la Charte pour le changement auprès des gouvernements nationaux et des acteurs locaux.



Une femme avec une lanterne solaire fournie dans le cadre de l'intervention d'urgence ©SSWC

NEAR : Pouvez-vous nous parler de l'intervention d'urgence pour laquelle vous avez reçu une subvention du Change Fund ?

Shaheeda Suleiman (Chef de projet) : Nous faisons face à une grande sécheresse, après

trois ou quatre ans de faibles saisons de pluie. Près de quatre millions de gens n'ont pas d'eau et sont en train de perdre leurs moyens de subsistance car ils sont pour la plupart éleveurs. Les hommes s'occupent du bétail et sont forcés de partir à la recherche d'eau, abandonnant temporairement des femmes et des enfants déjà très vulnérables. Cela les pousse à migrer vers les zones urbaines. Sans logement, leur vulnérabilité et les risques auxquels ils sont exposés sont exacerbés. Chaque jour, il y a de plus en plus de personnes déplacées. Notre travail n'est qu'une goutte dans l'océan, compte tenu des besoins énormes.

NEAR : Quelle a été votre expérience avec la demande de subvention auprès du Change Fund ?

Mohamed Hillow Abdi (Chef de projet) : Le processus était entièrement différent des demandes de subventions traditionnelles qui prennent souvent plusieurs mois. En tout, le processus a pris environ trois semaines, entre la soumission de proposition et l'octroi des fonds – c'était tout à fait unique. Nous n'avons eu aucun défi particulier et avons pu commencer à fournir de l'eau et des kits d'hygiène aux groupes vulnérables (femmes, enfants et personnes handicapées) rapidement. Le principal défi auquel nous sommes actuellement confrontés est l'ampleur des besoins et le fait qu'ils augmentent chaque jour. Nous aimerions que le Fonds reste ouvert pendant au moins un an supplémentaire, afin que les communautés puissent se remettre des chocs. A l'avenir, nous souhaiterions qu'il y ait des transferts d'espèces, en plus de la fourniture d'eau, d'installations sanitaires et des articles non-alimentaires. Les personnes déplacées ont toujours besoin de kits d'habitation, de latrines, et de solutions pour reprendre leurs activités. Nous aimerions que NEAR collabore avec d'autres donateurs opérant dans le même contexte d'urgence.

NEAR : Quel a été l'aspect le plus difficile de cette intervention ?

Garad Saney Mohamed (Chef de projet) : Nous ne faisons pas seulement face à la sécheresse mais également à l'afflux constant de personnes déplacées et une situation difficile en matière de sécurité. Des camps apparaissent régulièrement sans qu'aucune ONG n'opère sur place ou n'y apporte une assistance. Nous observons de plus en plus de femmes avec des enfants en bas âge qui sont sans abri, en particulier pendant la saison venteuse. Elles n'ont ni toilettes ni eau potable. Elles ont besoin d'un approvisionnement durable en eau propre, par exemple grâce à un puits de forage. Certaines femmes ont été attaquées chez elles par des hommes armés et, d'un point de vue psychologique, elles n'ont pas récupéré – les premiers secours psychologiques leurs sont très importants. Face à leur situation, il est difficile de ne pas être ému.

EN CONVERSATION

Le forum des ONG du nord-ouest de la Syrie NGO Forum North West Syria



Changer le pansement d'un enfant aux urgences de l'hôpital chirurgical d'Armanaz, dans le nord-ouest de la Syrie ©Khudr Alobaid

Le forum des ONG du nord-ouest de la Syrie représente un large éventail d'ONG opérant aux frontières dans le nord de la Syrie. Nous nous sommes entretenus avec leur Coordinateur de plaidoyer, Mohannad Talas, à propos de l'impact humanitaire d'un non-renouvellement de la résolution transfrontalière de l'ONU.

NEAR : Qu'est-ce que la résolution transfrontalière ?

Mohannad Talas : En 2014, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé les organismes onusiens et les partenaires à traverser les frontières et les lignes de conflit afin d'acheminer l'aide humanitaire en Syrie. Cette résolution a été renouvelée à plusieurs reprises et fera de nouveau l'objet de discussions le mois prochain. Cette fois, cependant, on craint que la décision de renouveler la résolution ne soit détournée par des intérêts politiques.

NEAR : Quel serait l'impact d'un non-renouvellement de la résolution ?

MT : La situation humanitaire dans le nord-ouest du pays subirait une détérioration rapide et catastrophique, en raison de la forte dépendance de la région par rapport à l'aide humanitaire. Les opérations d'aide transfrontalières actuelles approvisionnent environ 60% des 4,1 millions de personnes dans le besoin chaque mois. Le Programme alimentaire mondial, par exemple, fournit environ 80% de la réponse à la crise alimentaire dans le nord-ouest de la Syrie, distribuant des paniers alimentaires à près de 1,4 millions de personnes chaque mois. Les stocks alimentaires seront épuisés d'ici septembre 2022 si la résolution transfrontalière n'est pas renouvelée. L'insécurité alimentaire touche déjà 3,1 millions de personnes dans le nord-ouest du pays et les répercussions sur l'éducation, la santé, le développement des enfants et les risques en termes de protection se feraient ressentir rapidement.



Célébrer les vainqueurs des compétitions sportives pour personnes handicapées à Idlib ©Osama Albirini

NEAR : Comment les organisations locales Syriennes seraient-elles affectées ?

MT : La résolution autorise l'ONU à offrir un soutien financier aux partenaires et aux programmes opérant dans les zones en dehors du contrôle du gouvernement syrien. Si la résolution n'est pas renouvelée, l'ONU ne pourra plus financer de manière bilatérale les partenaires qui ne sont pas enregistrés auprès du gouvernement syrien, et devra fermer le Fonds humanitaire transfrontalier pour la Syrie (SCHF en anglais). Les répercussions sur les activités dans le nord-ouest du pays, en particulier des ONG locales, seront énormes : près de 50% des ONG locales dépendent presque entièrement du financement de l'ONU. Actuellement, 65% des financements du SCHF sont octroyés directement ou indirectement à des ONG syriennes.

NEAR : Quel serait l'impact sur l'assistance l'humanitaire ?

MT : L'ONU a joué un rôle essentiel dans l'approvisionnement, le pré-positionnement et le transport d'un volume important d'articles de première nécessité dans pratiquement tout le nord-ouest de la Syrie. En ce qui concerne la nourriture et le logement, l'ONU fournit une très grande proportion de l'assistance octroyée aux populations dans le nord-ouest. Certains produits essentiels sont disponibles et obtenus dans la région (principalement en Turquie), but le rôle clé des agences onusiennes dans l'approvisionnement garantit une certaine stabilité et fiabilité dans la chaîne d'approvisionnement humanitaire. Les ONG dépendent fortement de l'ONU et de sa capacité unique à obtenir des produits pharmaceutiques, des vaccins et des médicaments indispensables que les ONG ne pourraient se procurer d'elles-mêmes. Les agences de l'ONU sont également exonérées d'impôts lorsqu'il s'agit de procurer des fournitures de secours, compte tenu de leur statut d'exemption fiscale. Les ONG ne sont pas en mesure de bénéficier de telles exemptions administratives et financières, ni des mêmes économies d'échelle, de sorte que les frais d'achats de tels biens pourraient augmenter de manière significative.

En plus des cargos de l'ONU fournissant des biens aux acteurs humanitaires dans le nord-ouest, la résolution transfrontalière a également permis aux agences de l'ONU de fournir un financement essentiel au bon fonctionnement de nombreux services clés gérés par des acteurs transfrontaliers, notamment en matière d'éducation, d'accompagnement psycho-social et de services de santé. Les fonds de l'ONU permettent également de rémunérer les enseignants, les médecins et les autres

travailleurs clés indispensables à la provision de services vitaux dans le nord-ouest.

NEAR : Quel serait l'impact sur l'ampleur de la réponse humanitaire ?

MT : L'approvisionnement de l'aide d'urgence à l'échelle actuelle dans le nord-ouest de la Syrie n'est réalisable que grâce au pré-positionnement de vastes quantités de produits alimentaires et non-alimentaires et à des efforts coordonnés pour transporter ces biens de la Turquie vers la Syrie au quotidien. Les ONG ne seraient pas en mesure de fournir une aide comparable à celle fournie par l'ONU.



Appareiller un enfant avec une prothèse à la suite d'une blessure de guerre ©Majd Okla



Effectuer une dialyse pour patients atteints d'une insuffisance rénale, dans le nord-ouest de la Syrie ©Khudr Alobaid

”
La situation humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie subirait une détérioration rapide et catastrophique, en raison de la forte dépendance de la région par rapport à l'aide humanitaire.

Error! Filename not specified.

Il faut que la résolution soit renouvelée, sans quoi les personnes résidant dans le nord-ouest de la Syrie ne pourront pas recevoir les services qu'elles méritent

Les ONG internationales estiment pouvoir augmenter leur capacité de manière à soutenir 300,000 personnes, ce qui laisserait environ 1 million de personnes dans le nord-ouest de la Syrie sans aide alimentaire après le mois de septembre. Ces prédictions pourraient être exacerbées par la crise en Ukraine et ses répercussions sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale.

70 hôpitaux, 186 centres de santé primaire réparés, et 77 cliniques mobiles desservent plus de 4 millions de personnes dans le nord-ouest de la Syrie. La plupart de ces infrastructures souffrent déjà d'un énorme déficit de financement. Les fournitures d'urgence et le soutien apportés par les agences onusiennes jouent un rôle clé dans la prestation de soins de santé auprès des populations locales et des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

NEAR : Quelles alternatives envisagez-vous en cas de non-renouvellement de la résolution ?

MT : Les membres du Forum des ONG du nord-ouest de la Syrie ont peur que, à l'heure actuelle, envisager d'autres alternatives de façon publique enverrait le mauvais message

et dont elles ont besoin.

aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, à savoir que la crise pourrait être facilement réglée en cas de non-renouvellement de la résolution. Nous ne voulons pas donner cette impression. Il faut que la résolution soit renouvelée, sans quoi les personnes résidant dans le nord-ouest de la Syrie ne pourront pas recevoir les services qu'elles méritent et dont elles ont besoin. Nous demandons à tout le monde de maintenir l'attention sur cette question.

REPORTAGE

Hand in Hand for Aid and Development (HIHFAD)

Si le secteur humanitaire avance des hypothèses quant au non-renouvellement de la résolution transfrontalière en Syrie, les ONG locales et nationales s'inquiètent de l'impact d'un non-renouvellement sur les communautés dans le nord-ouest du pays.

Selon Fadi Al-Dairi, directeur de pays de l'organisation 'Hand in Hand for Aid and Development' (HIHFAD), l'impact serait immédiat et poserait un danger au travail des ONG locales. HIHFAD fournit des services de santé et de nutrition à plus de 1,8 millions de personnes et offre des services non-médicaux, tels que des programmes de subsistance, à plus de 1,25 million de personnes. Il rajoute : « Nous gérons la chaîne d'approvisionnement de l'OMS, ce qui veut dire que tous les médicaments et autres produits de consommation qui franchissent la frontière entre la Turquie et le nord-ouest de la Syrie sont pris en charge par HIHFAD qui les distribue ensuite dans 80 établissements. »

Al-Dairi prévient que l'aide transfrontalière ne peut pas être remplacée par l'aide au travers des lignes de front, acheminée par le gouvernement syrien. « Le régime avait l'habitude de suspendre l'assistance humanitaire dans les zones assiégées – si la résolution n'est pas renouvelée, nous craignons que cela ne reprenne et que le nord-ouest de la Syrie devienne un autre Gaza. Si les approvisionnements sont acheminés par les lignes de front, le régime fera le tri and choisira à qui les envoyer. Il y a environ 800 camions par mois qui traversent la frontière entre la Turquie et la Syrie. Le régime n'acceptera jamais de laisser circuler un tel nombre de camions dans leurs zones. »

Mais, selon Al-Dairi, les camions et les approvisionnements du Programme alimentaire mondial ne sont pas les seuls à être touchés par la résolution – les programmes d'aide le sont également. « Le Fonds transfrontalier pour la Syrie (SCHF) vaut environ 190 millions de dollars par an. Le SCHF ne pourra octroyer aucun fonds à partir du 10 juillet si la résolution n'est pas prolongée. L'UNICEF, l'OMS et le HCR opèrent tous des programmes transfrontaliers.



Ces programmes prendront fin si nous perdons le vote au Conseil de sécurité de l'ONU. La réhabilitation des camps, la gestion des hôpitaux et des écoles, tout cela ne peut être fait que de manière transfrontalière et non au travers des lignes de front. » Il explique qu'entre 70 et 100% des ONG syriennes sur le terrain dépendent de l'aide de l'ONU et devront arrêter leurs activités de manière immédiate. L'effet combiné du Covid, des problèmes économiques mondiaux et de la guerre en Ukraine se ressentent déjà en Syrie et dans les pays où HIHFAD collecte des fonds. « Le prix de l'essence et des produits alimentaires augmentent, donc les personnes à l'étranger ont moins d'argent à donner. Les Syriens ne peuvent pas se permettre de vivre sans les transferts de fonds en provenance de l'étranger. Tout est beaucoup trop cher.»

”

Je reçois beaucoup d'appels et de messages, tout le monde est à la recherche d'un emploi. Personne ne demande des paniers alimentaires ou des tentes – les gens veulent travailler et être indépendants. I get a lot of calls and messages, and everyone wants a job. No one asks for food baskets or tents – they want to work and be self-reliant.

Mais pour HIHFAD, la dépendance à l'égard de l'aide n'est pas durable. La presse internationale a beau s'être tournée vers d'autres crises comme en Ukraine, les besoins humanitaires en Syrie perdurent. « Nous ne voulons pas dépendre de l'aide humanitaire et des interventions d'urgence. Il faut désormais passer au relèvement rapide et fournir des opportunités d'emploi. » HIHFAD offre des formations professionnelles, en particulier aux personnes handicapées, aux ménages menés par les femmes et aux jeunes adultes. « Il faut trouver un équilibre entre l'aide humanitaire et les moyens de subsistance. C'est ce que les gens veulent et ce dont ils ont besoin. »

Selon lui, l'allocation des fonds doit être plus équilibrée. « J'aimerais qu'il y ait un changement vers du 50% humanitaire et 50% moyens de subsistance. Nous devrions éliminer progressivement les interventions humanitaires et se concentrer sur le relèvement. » Cependant, même si la résolution transfrontalière est renouvelée, la question du financement des organisations locales et nationales ne sera pas pour autant résolue. « En termes de localisation, la promesse de 25% de financement direct faite par le Grand compromis ne s'est jamais concrétisée. Les ONG internationales ne sont pas favorables à la localisation de l'aide, car cela implique une perte de financements en faveur des organisations locales ».

Malgré les antécédents impeccables de HIHFAD, l'organisation n'a toujours pas réussi à obtenir un financement direct des donateurs. « HIHFAD existe depuis 11 ans. Nous avons 10 ans de comptes certifiés au Royaume-Uni. Nous avons les compétences nécessaires et pourtant nous n'arrivons pas à obtenir de financement direct. Il y a des capacités inexploitées en Syrie, et de nombreux efforts ont été déployés pour renforcer les ONG. Il serait bien de voir les efforts des ONG internationales et des ONG syriennes récompensés sous forme de financements directs.»

FEATURE

La Fondation SAHED

JORGE CARDENAS (Directeur) : Notre expérience avec le Change Fund était complètement différente de ce à quoi nous sommes habitués – nous jouons normalement un rôle d'intermédiaire auprès des agences de l'ONU et des ONG, et non un rôle de mise en œuvre directe sur le terrain

La subvention nous a permis de mettre en œuvre des projets dans les communautés de deux départements relativement isolés (Antioquia et El Chocó) où les populations ont été déplacées par les inondations et les violences politiques. C'est un problème complexe qui s'explique à la fois par des conflits internes de plusieurs décennies et des catastrophes naturelles à répétition.

Nous sommes actuellement les seuls à opérer dans la région, et nous couvrons un grand nombre de domaines – l'eau, les installations sanitaires et l'hygiène, la santé, l'accompagnement social, les questions de protection et les brigades de santé, ainsi [SD1] que les violences basées sur le genre et le soutien psychosocial.

Notre demande de subvention auprès du Change Fund a été une expérience positive car le formulaire et le processus étaient simples. Nous faisons parfois des demandes auprès des fonds de l'ONU, tel que le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), ce qui peut être très compliqué et demander beaucoup de temps. Nous avons postulé à deux reprises, mais sans succès. Le seul problème que nous avons rencontré avec le Change Fund était un retard dans la réception des fonds causé par les systèmes bancaires au Kenya et en Colombie.



L'équipe de la Fondation SAHED visite les communautés affectées ©SAHED Foundation

Récemment, NEAR a eu le plaisir de rencontrer l'équipe de la Fondation SAHED, un membre de NEAR et un bénéficiaire du Change Fund en Colombie, pour parler des défis qui se posent dans leur contexte et du soutien que la Fondation apporte aux communautés dans le besoin.

C'est le processus de financement le plus simple que j'ai eu la chance de connaître ces dernières années. C'est un bon exemple qu'il faut documenter – c'était non seulement un processus dont nous avons tiré des enseignements, mais cela nous a également permis de démontrer que nous avons les capacités nécessaires à gérer de tels projets.

La première fois que nous avons entendu parler de localisation, c'était grâce à NEAR. Il faut absolument soutenir les ONG locales. Financer les frais généraux – comme l'a fait le Change Fund mais ce que la plupart des donateurs refusent de faire – est un bon exemple à suivre afin de renforcer la viabilité des organisations locales et nationales.

Paola Petro (Soutien technique et logistique) : Du point de vue la mise en œuvre, nous avons eu quelques difficultés à démarrer les évaluations, l'insécurité dans la région nous empêchant d'accéder à certaines communautés. Trois municipalités ont été identifiées dans le cadre de ce projet : une est accessible par voie terrestre et deux par voie fluviale. Dans plusieurs

communautés, les populations ne nous ont pas autorisés à prendre des photos en raison du climat de peur et d'insécurité dans la région ; elles nous ont cependant fourni les informations nécessaires.

Yanie Diaz (Chargé du suivi et de l'évaluation) : Bien que cette intervention d'urgence soit de court terme, mesurer l'impact sur les communautés peut prendre du temps. Nous souhaiterions que NEAR offre un soutien durable en matière de suivi et d'évaluation afin de pouvoir vraiment mesurer l'impact de cette intervention.

Wladimir Mosquera (Coordinateur de projet) : Nous finalisons actuellement notre étude de base tout en assurant la distribution de filtres à eau et de kits d'hygiène, ainsi qu'un accompagnement psycho-social et une assistance aux victimes de violences basées sur le genre. Nous avons trouvé une solution aux problèmes d'approvisionnement en eau et visons désormais à rétablir l'infrastructure hydraulique qui permettra de fournir de l'eau propre aux communautés.

En vérité, les besoins sont si vastes et les solutions si peu nombreuses. Certains problèmes sont structurels, d'autres des situations d'urgence, mais lorsque les urgences sont quasi-permanentes, elles créent de nouveaux problèmes structurels. Ce genre de projets permet de renforcer la résilience et de soutenir le développement de la région.



ser

Les employés de la Fondation SAHED voyagent en bateau pour rendre visite aux communautés dans les régions isolées ©Fondation SAHED

Yhonattan Mendez Nobles (Conseiller de projet) : Quand on parle de réinventer le système d'aide, il est absolument crucial de repenun certain nombre de domaines. Les subventions

devraient couvrir les frais généraux de fonctionnement des ONG locales afin de les aider à devenir auto-suffisantes. Il faudrait des programmes de renforcement des capacités, non seulement en termes de compétences techniques et administrative, mais aussi en matière de plaidoyer. Il est également indispensable pour les ONG locales et nationales de partager leurs méthodologies de travail et d'échanger leurs connaissances en termes de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas. Enfin, le changement le plus important à nos yeux est la mise à disposition de financements durables qui permettraient aux projets d'avoir un impact durable sur plusieurs années.

Financer les frais généraux – comme l'a fait le Change Fund mais ce que la plupart des donateurs refusent de faire – est un bon exemple à suivre afin de renforcer la viabilité des organisations locales et nationales.

En vérité, les besoins sont si vastes et les solutions si peu nombreuses. Ce genre de projets permet de renforcer la résilience et soutenir le développement de la région.

Yanie Diaz (Monitoring and Evaluation officer): while we understand this is a short-term emergency response, it can take time to show impact in the communities. We would like to ask NEAR to support us with a longer-term monitoring and evaluation project so we can really measure the impact of this response.

Wladimir Mosquera (Project Coordinator): we are currently finalising our baseline study while delivering water filters, hygiene kits, psychosocial support and protection assistance for victims of gender-based violence. We have identified a solution to the water supply issue and will work to restore the water infrastructure to provide clean water to the communities.

To be honest, the needs are so vast, and the solutions are so few. Some problems are structural, and some are emergencies, but it seems some emergencies are almost permanent, so that becomes a structural issue too. These types of projects help us boost resilience and generate development.

Yhonattan Mendez Nobles (Project Advisor): when we talk about reimagining a new aid system for the future, there are some areas that are absolutely crucial: We need funding for overhead running costs to help maintain local NGOs and help them become self-sustaining. We also need capacity building not just in technical and administrative skills but also in advocacy. It is also very important for local and national NGOs to share their methodologies and learn from each other about what works and doesn't. Possibly the most important change we would like to see in the aid system is longer-term funding that allows for projects to make a sustained impact over a number of years.



